Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 133 (1988)

Heft: 11

Artikel: Quelques aspects de la politique extérieure et militaire des pays du Pacte de Varsovie

Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344880

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quelques aspects de la politique extérieure et militaire des pays du Pacte de Varsovie*

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Au cours de l'été 1988, bien des rencontres et des déclarations ont permis au secrétaire général Gorbatchev de bien définir les positions et obligations incombant désormais, d'après lui, au monde de l'Est. En particulier, sa récente visite en Pologne a été significative. Devant le Parlement polonais, en effet, il a bien exposé l'évolution souhaitable, à son avis, de la politique générale de l'URSS et des pays du Pacte de Varsovie. Il préconisait alors une «démocratisation de la société», sous la forme de rapports très humains entre nations. Mais à aucun moment il n'a fait allusion à ce problème posé aux Polonais par la délicate question des 4200 officiers de leur pays exécutés et enterrés à Katyn. Par ailleurs, il s'était alors montré très ouvert vis-à-vis du peuple visité. Il déclarait tout faire pour de meilleures relations même avec les pays de l'Ouest. A vrai dire, il parlait à un moment où étaient intervenues à la fois la visite du chancelier Kohl et la libération et le retour en RFA du jeune Mathias Rust, condamné pour avoir atterri illégalement en avion à Moscou. Il y a donc eu quelques changements heureux dans les relations Est-Ouest. D'ailleurs, le comportement actuel de Gorbatchev laisse entrevoir la poursuite générale des rapports internationaux ainsi amorcés. Et les déclarations du chef soviétique au cours de la récente réunion du Comité consultatif des pays membres du Pacte de Varsovie lui ont permis de bien définir ses vues en faveur d'un solide rapprochement Est-Ouest, signe d'une future attitude strictement défensive de part et d'autre. Dans notre exposé, nous évoquerons d'abord le discours de Gorbatchev devant la Diète polonaise, le 11 juillet 1988. Puis nous examinerons les mises au point exprimées par les pays membres du Pacte de Varsovie, au cours de la réunion des 15 et 16 juillet, à Varsovie.

L'exposé de Gorbatchev devant la Diète polonaise (SEJM), le 11 juillet 1988

Le secrétaire général soviétique soulignait alors la «rénovation socialiste» des pays du Pacte de Varsovie. Il évoquait notamment, dans ses exposés, la nécesité d'un grand effort d'adaptation aux besoins du moment. Et il insistait sur la division du travail à opérer entre les pays membres de l'alliance communiste. D'abord à l'intérieur même des pays en cause, à assurer par chacun d'eux. Puis il

*Cf. à ce sujet: *Europa-Archiv* du 10.8.1988.

plaidait pour la création d'entreprises communes, à réaliser au niveau même du Pacte. Un grand effort en ce sens devra, selon lui, être entrepris en vue d'une telle coopération. Car celle-ci concrétisera bien l'intention profonde et dominante du chef soviétique de concrétiser une société de l'Est nouvelle, conçue selon les principes fixés par lui pour l'ensemble de l'URSS et le monde du Pacte de Varsovie.

Autre effort à entreprendre: une coopération générale très humaine. Par exemple, par la création de nouvelles possibilités de contact et d'«ouverture» entre la Pologne et l'URSS. Car ces relations comportent encore certains vides à combler, selon Gorbatchev. La confiance à développer entre les deux pays devra donc s'accroître et se traduire en particulier par une réelle coopération culturelle profondément humaine. Et le chef soviétique condamnait formellement, dans son exposé, certaines «représailles staliniennes», vraiment mauvaises, du passé. Il critiquait devant ses auditeurs polonais certaines attitudes soviétiques d'autrefois, également regrettables. Il faut, au contraire, dit-il, favoriser les bonnes relations entre pays du Pacte et ouvrir largement les frontières entre la Pologne et l'Union soviétique, suivant les accords intervenus entre elles. Quant aux Polonais résidant en URSS, ils verront s'améliorer leurs conditions de vie. Ils pourront maintenir et approfondir la langue de leurs ancêtres et perfectionner leurs études culturelles et leurs relations avec la Pologne. Et ils bénéficieront des avantages des activités favorisées par le Centre d'information polonais, récemment créé à Moscou. Ce sera la fin de la méfiance, des préjugés et de certaines tensions du passé. Et Gorbatchev condamnait formellement les déportations infligées aux Polonais expulsés des régions occidentales de l'URSS. A ses yeux, des évolutions nombreuses et complexes se poursuivront dans les domaines économique, politique et social. Elles devront être perçues clairement et entièrement. Car, dit-il, la confiance et la sécurité sont «les deux faces d'une même médaille».

Gorbatchev évoquait aussi l'heureuse entente intervenue lors de la visite du président Reagan à Moscou et la convention adoptée alors en vue d'une réduction de 50% des armes offensives stratégiques, à réaliser en trois étapes, compte tenu des effectifs et des armements en cause. Seule la perspective de la puissance nucléaire de l'URSS et des USA obligera, selon lui, les responsables politiques à envisager la réduction des forces classiques en Europe, opération dont il soulignait d'ailleurs les difficultés. Et Gorbatchev citait le cas de Tchernobyl, c'est-à-dire les risques de la production d'armements nucléaires. Et qu'arriverait-il, dit-il, si, au cours d'une guerre de type classique, des tirs étaient exécutés sur des centrales nucléaires?

Quant aux gouvernements des pays de l'OTAN, Gorbatchev les accuse de

considérer les armes de type conventionnel comme un élément légitime de leur défense, mais il leur reproche de procéder à un stockage de matériels et à des plans de modernisation de leurs armements. Procédure à condamner, dit-il.

L'Est par contre, selon Gorbatchev, cherche à profiter de toutes circonstances favorables pour procéder à une réduction de la confrontation militaire menaçante, afin d'écarter le risque de guerre. Ainsi, l'URSS serait disposée à retirer, de ses secteurs avancés, un ensemble de moyens comparables aux 72 avions de type F16 que l'Espagne n'admet plus sur son territoire. A condition que l'OTAN renonce à réimplanter les forces en cause ailleurs, en Italie notamment, où il est question de les stationner.

Gorbatchev insistait particulièrement sur le processus de réduction des forces et des armements. Il rappelait celle de 50 000 hommes, déjà envisagée pour les effectifs de part et d'autre. Il évoquait le besoin de chacun de comprendre les problèmes de «l'autre partie», mais aussi la nécessité de concrétiser cet idéal d'une «communauté réelle, géographique, politique, morale» de l'ensemble de l'Europe. Et, dit-il, cette «Europe de l'avenir» devra tenir compte de la volonté des peuples en cause. Or, conclut-il, en la matière, la prise en considération des faits, de part et d'autre, et une collaboration internationale s'imposent. Et il conclut: «Il n'y a plus d'autre progression possible...»

Telles sont les formulations essentielles de Gorbatchev lors de sa rencontre avec les responsables polonais. Mais, quelques jours après son exposé devant ces derniers, a eu lieu, à Varsovie également, les 15 et 16 juillet 1988, la grande réunion du Comité consultatif des pays membres du Pacte de Varsovie. Elle a abouti surtout à la publication d'un communiqué final, ainsi qu'à l'expression des vœux formulés par ces représentants qualifiés des Etats en cause.

Communiqué final du Comité politique consultatif des pays membres du Pacte de Varsovie, lors de la réunion des 15 et 16 juillet 1988

Cette déclaration signalait l'accord intervenu en faveur de la prévention de tout conflit Est-Ouest et elle exprimait le désir commun des personnalités réunies d'aboutir à un désarmement général des deux alliances, surtout en moyens nucléaires.

Tenant compte des informations fournies sur l'évolution intérieure de ces Etats, les participants à la réunion avaient finalement retenu le fait des dépendances accrues entre pays. Mais ils constataient et signalaient certaines activités néfastes pour le processus de désarmement général devenu nécessaire, surtout par la recherche constante et le stockage de nouvelles armes. D'où, selon les participants à la réunion, la menace d'une reprise de la course aux armements.

Par contre, les techniciens réunis reconnaissaient la valeur nettement positive des entretiens entre nations socialistes et les exposés de doctrines opposées quand ils s'effectuent à un niveau supérieur. Ils signalaient les efforts intervenus en vue de conventions en faveur de la paix. Et ils soulignaient notamment l'action heureuse du dialogue soviéto-américain et les discussions accrues engagées pour la paix en Europe et dans l'ensemble du monde.

Ils appelaient de tous leurs vœux:

- un accord sur la réduction de 50% des armes offensives,
- une interdiction des armes chimiques, donc leur destruction,
- une réduction des forces et armements de type classique.

Quant aux crédits ainsi libérés, ils seraient à consacrer à des fins économiques et sociales.

Les participants à la réunion prenaient note de la fin des entretiens de Vienne sur la limitation des forces et armements classiques. Ainsi leur semblait possible la reprise de la conférence en vue de mesures en faveur du désarmement, de la confiance entre les pays concernés et de la sécurité de part et d'autre. Les représentants des pays socialistes alliés affirmaient de nouveau leur volonté de susciter un accord pour la suppression des inégalités dans certaines régions et dans l'ensemble de l'Europe, afin d'éliminer partout la possibilité d'attaques-surprises et de parvenir à une limitation des activités militaires. Ils envisageaient des rencontres directes entre des représentants de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, pour des échanges de vues sur les forces conventionnelles d'Europe et une vérification de la situation dans les régions concernées, par des inspections sur place dès le début des conversations à engager. Les pays socialistes ont fait connaître aussi leur désir d'aboutir à un accord sur la suppression des asymétries actuelles. Des vœux étaient également émis pour une réduction générale des dépenses militaires. D'autres demandaient, comme susceptible de créer la confiance dans les relations Est-Ouest, la concrétisation de mesures préconisées par l'ONU. Mais, avant tout, les pays du Pacte déclarent défendre la cause de la création commune d'une Europe unie de la paix et de la coopération, conforme aux efforts de la CSCE. Et ils souhaitent une dissolution simultanée des alliances militaires et la concrétisation, sur le continent européen, d'une collaboration dans tous les domaines. Notamment pour la protection de l'environnement. Et la réunion se terminait dans une atmosphère d'amitié et de coopération.

Actions demandées par la réunion des 15 et 16 juillet 1988 en vue de la réduction des armements classiques en Europe

Dans cette rencontre, les participants à la réunion évoquaient notam-

ment le problème de la réduction des moyens «de l'Atlantique à l'Oural». Les pays représentés demandaient carrément la «réduction radicale des potentiels militaires des deux alliances», afin de créer une situation telle que les pays, de part et d'autre, maintiennent uniquement les forces nécessaires pour une action défensive, mais «insuffisantes pour une attaque-surprise ou des opérations offensives». Et, dans un premier temps, trois efforts sont à entreprendre d'après les vues exprimées:

1. La réalisation d'armements égaux et d'ailleurs réduits

A la suite de l'effort prévu, les deux contingents seront d'un niveau inférieur à l'actuel. Et tout devra être fait, de part et d'autre, dans le sens d'une suppression des inégalités et asymétries entre les deux alliances.

L'opération sera à réaliser par le retrait des troupes de la zone concernée et par d'autres mesures. Par exemple, par l'autorisation d'un stockage temporaire de matériels concernés et par d'autres conventions. Cette première phase de l'action prévue préparerait, dans une deuxième étape, une réduction d'environ 25% (environ 50 000 hommes et un désarmement correspondant). Dans un dernier temps, d'autres réductions seraient opérées, les forces des deux alliances prenant un caractère strictement défensif.

2. L'empêchement d'une attaque-surprise

A cette fin, une réduction générale des forces classiques d'Europe s'imposera. En conséquence, il faudra, le long de la ligne séparant les deux alliances, retirer ou réduire d'importantes forces encore en place et prendre des mesures de nature à créer une confiance totale entre l'Est et l'Ouest de la région.

3. Echanges de renseignements et fonctionnement de contrôles efficaces

Les mesures envisagées permettront surtout d'établir un efficace système de vérification des situations sur le terrain, par des moyens techniques nationaux et des procédures internationales. On aboutira ainsi à une observation constante des forces et installations en cause, grâce à des commissions dotées de moyens et de pouvoirs suffisants pour l'observation et des inspections sur place, ainsi que par la solution des problèmes critiques susceptibles de se poser. Les participants à la réunion des 15 et 16 juillet 1988 avaient estimé, en outre, qu'il sera possible de lier les deux grandes actions à entreprendre: la réduction des forces de l'Atlantique à l'Oural et la création d'une atmosphère de sympathie dans le sens des mesures recommandées par la CSCE. Et les représentants des pays du Pacte de Varsovie se déclaraient prêts à envisager une vraie stabilité sur le front

d'Europe, par des réductions des forces et des armements, en vue d'une vraie sécurité égale de part et d'autre.

Actions recommandées par la réunion des 15 et 16 juillet 1988 en vue de l'éviction des atteintes à l'environnement et à la sécurité écologique par l'actuelle course aux armements

Les participants de la réunion évoquée avaient le regret de constater toute la détérioration constante de l'environnement dans les conditions actuelles. L'élimination d'une guerre nucléaire s'impose donc, notamment par la suppression de la dangereuse production et l'implantation des moyens nucléaires. Les pays représentés au congrès évoqué, tout en saluant l'amélioration des relations entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, soulignaient les dangers résultant, d'une manière générale pour l'environnement, de bien des activités humaines modernes. Ils préconisent donc la mise en œuvre de mesures en faveur de la sécurité écologique et de la santé des hommes. Et ils réclament une très active collaboration de leurs pays en vue du maintien en bon état de l'environnement, par le «sauvetage de la nature». Tout en saluant les meilleures relations intervenues entre Est et Ouest, la Commission politique déclarait qu'il y avait là un devoir de tous les Etats, vis-à-vis des générations actuelles et futures.

Quelle conclusion tirerons-nous de notre exposé? Avant tout, les déclarations des représentants du Pacte de Varsovie ont essentiellement consacré les vues de Gorbatchev, le grand gagnant de la réunion évoquée. Le secrétaire général soviétique prône, en effet, une solide entente entre les membres de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie. Mais quelle est, en fait, la politique militaire réelle pratiquée par lui? Certes, il préconise, officiellement sur le plan international, une attitude défensive avec des effectifs limités, donc l'impossibilité d'organiser des attaques-surprises ou simplement des actions agressives.

Or, en fait, les renseignements limités qui nous proviennent de l'Est nous font constater que les forces soviétiques sont toujours encore organisées et entraînées pour des actions offensives. Par contre, l'OTAN maintient son organisation et son attitude strictement défensives, face à la grande supériorité des forces classiques de l'Est et conformément aussi à la politique générale nettement affirmée des pays de l'Alliance, qui condamnent toute stratégie agressive. L'attitude de l'OTAN est donc seulement, et uniquement, celle d'une simple défense contre toute agression de la part de l'Est.

Certes, les vœux émis par les représentants du Pacte de Varsovie à la réunion des 15 et 16 juillet 1988 demandent une réduction et une égalisation des forces. Mais ce sont là de simples vœux. Et pourtant, il serait

si facile à Gorbatchev de prendre des mesures en vue d'une réduction de la menace excessive pesant sur les pays de l'OTAN. Car un premier geste de sa part en ce sens favoriserait réellement l'amorce utile de l'entente préconisée par la réunion de Varsovie. Et les pays de l'OTAN ne manqueraient pas d'apprécier un tel acte de la part de Gorbatchev. Dans l'immédiat, nous sommes encore loin de cette solution, qui pourtant inciterait finalement l'Occident de l'Alliance atlantique à faire bénéficier l'Est des progrès scientifiques et industriels d'Europe et d'Amérique, actuellement inaccessibles à l'économie soviétique. Et la concession demandée à Gorbatchev apparaîtrait facile et prometteuse au chef soviétique, s'il voulait bien considérer l'émouvante amitié franco-allemande, créée si heureusement, par de Gaulle et Adenauer, après trois conflits sanglants en moins d'un siècle, entre les deux nations.

F.-Th. S.